

PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE DE PLOUGRESCANT

5.1 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE PLOUGRESCANT

Servitudes d'utilité publique affectant le territoire communal

Date : octobre 2014

AC1 Servitudes de protection des monuments historiques

Elles concernent :

La fontaine Saint-Gonéry

Inventaire Monuments Historiques du 20 janvier 1926

Le château de Keralio situé sur la commune de Plouguiel

Inventaire Monuments Historiques du 22 mars 1930

Le château de Keralio : chapelle sépulcrale

Inventaire Monuments Historiques du 8 décembre 1966

La chapelle Saint-Gonéry

Classement Monuments Historiques du 19 janvier 1911

L'ancien cimetière de la chapelle Saint-Gonéry avec ses murs de clôture et son calvaire

Classement Monuments Historiques du 11 juillet 1942

AC2 Servitudes de protection des sites et monuments naturels

Elles intéressent :

Le site classé formé par les parties nord et ouest du littoral de la commune de Plougrescant (décret du 31 juillet 1959 modifié par le décret du 2 novembre 1989).

Le site classé « Archipel de Port-Blanc et DPM » (décret du 19 novembre 1975).

Le site inscrit « Littoral entre Penvénan et Plouha » (arrêté du 25 février 1974).

AS1 Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales

L'arrêté préfectoral en date du 27 mai 1997 institue les périmètres de protection autour des forages de « Traou-Guern » et autorise le Syndicat des Eaux du Trégor à prélever les eaux de ces forages.

L'article 8 établit autour des ouvrages de prélèvement des périmètres de protection immédiate, rapprochée zone sensible et rapprochée zone complémentaire.

EL8 Servitudes relatives aux amers et aux phares

Elles concernent les établissements de signalisation maritime suivants :

Mur Amer de Plougrescant (n° 2751 ESM) est protégé par décret du 11 avril 1985 dont le champ de vue de l'azimut 236° à l'azimut 248° portée de ½ mille marin compté à partir de la tourelle de Men Noblance à 8 milles marin comptés à partir de l'ESM n° 2751.

EL9 Servitudes de passage des piétons sur le littoral

La servitude de passage des piétons sur le littoral instituée par la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976, a été approuvée sur la commune par arrêté préfectoral en date du 1^{er} octobre 1982.

I4 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique,
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'État, des départements, des communes ou syndicats de communes et non déclarées d'utilité publique.

Ces servitudes affectent les trois réseaux suivants :

- réseau basse tension (BTs ou BTa),
- réseau de distribution publique HTA,
- et réseau d'alimentation générale HTB (≥ 63000 volts).

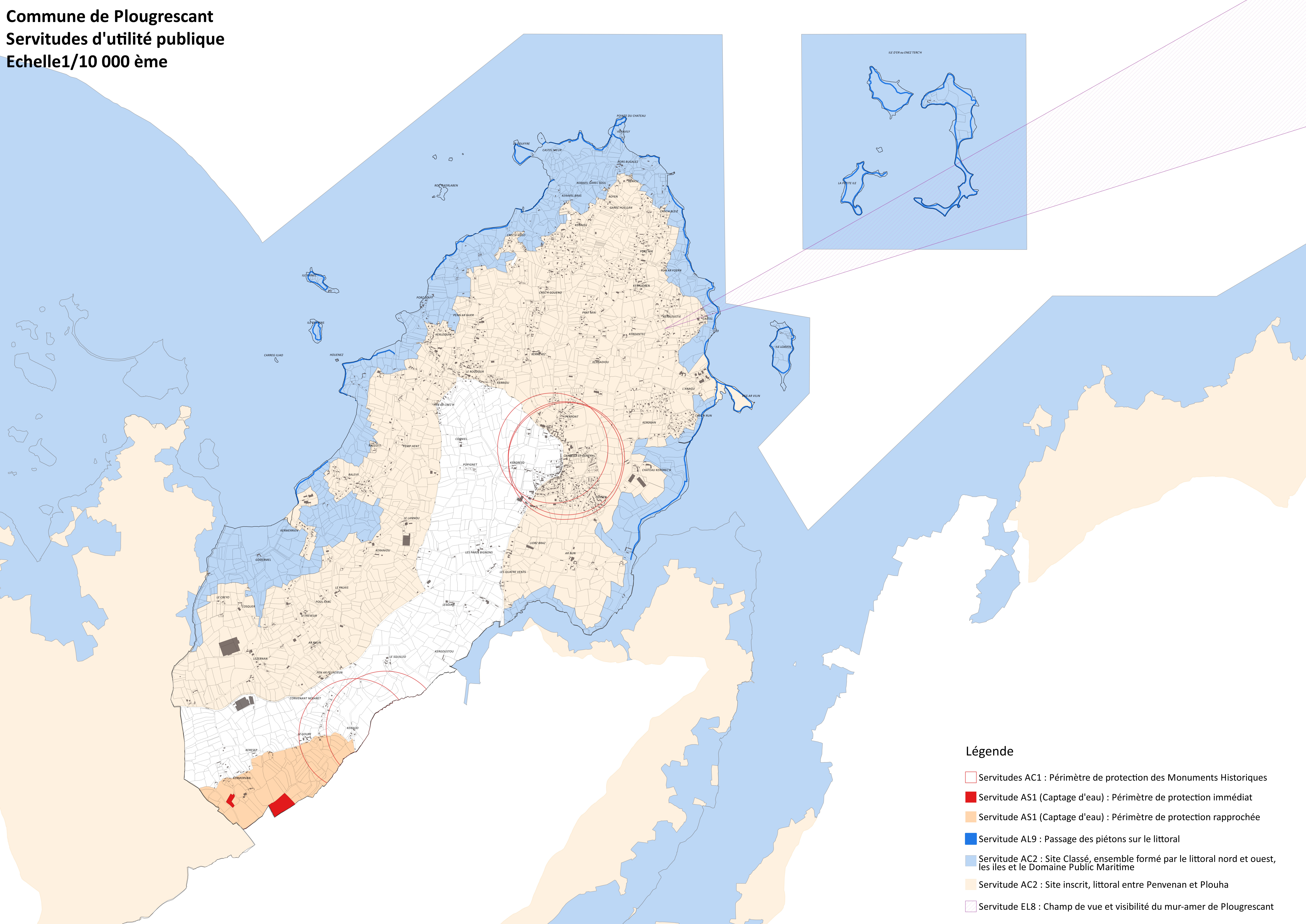
INT1 Servitudes au voisinage des cimetières

Cimetière municipal. Servitude instituée en application de l'article L2223-5 du code général des collectivités territoriales.

T7 Servitudes aéronautiques établies à l'extérieur des zones de dégagement des aérodromes

Applicables sur tout le territoire national, elles concernent l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne.

Commune de Plougrescant
Servitudes d'utilité publique
Echelle 1/10 000 ème



Légende

- Servitudes AC1 : Périmètre de protection des Monuments Historiques
- Servitude AS1 (Captage d'eau) : Périmètre de protection immédiat
- Servitude AS1 (Captage d'eau) : Périmètre de protection rapprochée
- Servitude AL9 : Passage des piétons sur le littoral
- Servitude AC2 : Site Classé, ensemble formé par le littoral nord et ouest, les îles et le Domaine Public Maritime
- Servitude AC2 : Site inscrit, littoral entre Penvenan et Plouha
- Servitude EL8 : Champ de vue et visibilité du mur-amer de Plougrescant

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETÉ

autorisant le Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR à un prélèvement des eaux de forages de "Traou-Guern" en PLOUGUIEL, en vue de la consommation humaine et déclarant d'utilité publique les Travaux de prélèvement et déterminant les périmètres de protection.

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code des Communes,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 20 et 20.1,

Vu le Code Rural et, notamment, son article 113 relatif à la dérivation et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental,

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964, modifiée, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret n° 62.1448 du 24 novembre 1962, modifié, relatif à l'exercice de la police des eaux,

Vu le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, complétant et modifiant le décret n° 61.859 du 1er août 1961 portant règlement d'administration publique, modifié par l'article 7 de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964, fixant la nature des activités devant être interdites ou réglementées sur les trois périmètres de protection institués par l'article L 20 précité,

Vu le décret n° 82.389 du 10 mai 1982, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des Services et Organismes publics de l'Etat dans les Départements,

Vu le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

Vu le décret n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

AR/TREGOR
"Traou-Guern"

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Vu le décret n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1989 modifié par l'arrêté du 7 décembre 1992 relatif à la définition des procédures administratives introduites par le décret n° 89.3 modifié,

Vu la circulaire DGS/SD1/91/n°31 du 17 mai 1992 relative aux produits et procédés de traitement des eaux,

Vu le décret n° 85.453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 avril 1996 interdisant l'application de tout produit phytosanitaire contenant du Dinoterbe en bordure des cours d'eau et plans d'eau,

Vu les cinq arrêtés préfectoraux du 18 octobre 1995 définissant les prescriptions applicables aux élevages relevant du régime déclaratif de la législation sur les installations classées (porcs, bovins, volailles),

Vu le protocole d'accord signé le 17 mars 1997 entre le représentant de l'Etat, la Chambre d'Agriculture des Côtes d'Armor, le Conseil Général et l'Agence de l'Eau relatif à la protection des points d'eau publics destinés à l'alimentation en eau potable et aux indemnités des propriétaires et exploitants de biens agricoles,

Vu le projet établi par le Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR en vue de la déclaration d'utilité publique de dérivation et l'établissement des servitudes légales sur les terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection des forages de "Traou-Guern",

Vu les résultats de la consultation inter-services,

Vu la délibération du Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR en date du 27 mars 1996, approuvant le projet et sollicitant l'ouverture de l'enquête publique pour cette opération,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 août 1996 prescrivant l'ouverture en mairie de PLOUGUIEL et de l'enquête sur l'utilité publique de dérivation des eaux et sur l'établissement des périmètres de protection réglementaires des forages de "Traou-Guern" du Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR,

Vu l'avis favorable émis par le Commissaire-enquêteur le 24 novembre 1996,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 21 mars 1996 et définissant les périmètres de protection à établir autour des forages de "Traou-Guern" sis sur la commune de PLOUGUIEL,

Vu l'avis favorable de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, statuant sur les résultats des enquêtes,

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en date du 28 février 1997,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

ARRETE

ARTICLE 1er

La dérivation des eaux souterraines ainsi que la détermination des périmètres de protection autour des forages de "Traou-Guern" avec l'établissement des servitudes légales sont déclarées d'utilité publique.

ARTICLE 2 -

Le Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR est autorisé à dériver les eaux souterraines des forages de "Traou-Guern".

ARTICLE 3 -

Le prélèvement effectué par le Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR ne pourra excéder : 800 000 m³/an au total avec :

- un débit maximum annuel de 700 000 m³ et 150 m³/h sur FE₁ et FE₂
et
- un débit maximum annuel de 200 000 m³ et 40 m³/h sur FE₃

ARTICLE 4 -

En vue d'effectuer le contrôle des volumes prélevés par le Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR, un dispositif de comptage sera posé à la sortie de la station de traitement.

ARTICLE 5 - DESCRIPTION SUCCINCTE DES OUVRAGES A REALISER

Filière de traitement des eaux

Un traitement de déferrisation, de démanganisation et de désinfection sera réalisé.

Filière de traitement des boues

Les boues seront traitées par une filière lagunage, deux lagunes seront gérées en parallèle, sur un cycle de deux ans : une lagune concentre les boues et les stocke pendant un an, pendant que la 2ème lagune est en phase de dessiccation-évacuation.

ARTICLE 6 -

Conformément à l'engagement pris par le Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR, il devra indemniser les usagers de tous les dommages directs, matériels et certains qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le pompage des eaux et la mise en place des périmètres de protection.

ARTICLE 7 -

En application du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989, les eaux devront répondre aux normes des eaux destinées à la consommation humaine. Toute réalisation ou modification de la chaîne de traitement devra être autorisée par le Préfet après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, au vu d'un dossier présenté par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Son fonctionnement ainsi que la qualité des eaux traitées seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 8 -

Il est établi autour des ouvrages de prélèvement, des périmètres de protection immédiate, rapprochée zone sensible et rapprochée zone complémentaire. Les parcelles, situées à l'intérieur des périmètres, sont énumérées dans l'état parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 9 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Le périmètre de protection immédiate doit être propriété du Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR. Il sera clos et d'accès uniquement autorisé aux nécessités du service d'eau. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter l'entrée dans ces lieux d'une pollution par ruissellement.

A l'intérieur de l'ensemble des périmètres de protection immédiate toutes activités autres que celles nécessitées par l'exploitation et l'entretien des ouvrages, au profit du Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR, sont interdites.

Aucune utilisation de produits phytosanitaires n'y est autorisée. L'entretien des terrains compris dans le périmètre se fera par des moyens exclusivement mécaniques. Des fossés périphériques cimentés seront créés, en suivant la clôture.

ARTICLE 10 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Activités	Zone sensible	Zone complémentaire
Ouverture d'excavation de tous types.	Interdite	
Exploitation de carrières et mines à ciel ouvert ou en galeries souterraines.	Interdite	
Création de plans d'eau.	Interdite	
Installation de terrains de campings et cimetière.	Interdite	
Installation de puisards.	Interdite	
Installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques ou d'eaux usées de toute nature.	Interdite, sauf ouvrages de dimension individuelle, conformes à la réglementation en vigueur, liés à l'habitat en place et ouvrages susceptibles d'améliorer la protection du captage quand ils concernent une activité polluante existante.	

Activités	Zone sensible	Zone complémentaire
Création de bâtiments.	Interdite à l'exception des parcelles n° 723, 720, 722 pour la modernisation des bâtiments du siège d'exploitation.	Interdite, sauf ceux en rénovation ou extension des sièges d'exploitation existants et à condition qu'ils ne soient pas source de pollution des eaux superficielles ou souterraines. L'autorisation de construction ne pourra être délivrée que sous réserve de la production préalable d'une note indiquant la destination des bâtiments et les mesures de lutte contre les pollutions.
Déboisement et suppression des friches.	Interdite L'exploitation du bois demeure possible.	
Stockage des produits fertilisants ou des produits phytosanitaires en dehors des bâtiments des sièges d'exploitation.	Interdit	
Suppression des talus et des haies.	Interdite	
Dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau par infiltration et ruissellements.	Interdits	
Silos de type taupinière à même le sol.	Interdits	
Dépôts de fumiers et de matières fermentescibles destinés à la fertilisation des sols, à même le sol et de longue durée.	Interdits	
Affouragement <u>permanent</u> des animaux à la pâture entraînant la destruction du couvert végétal et notamment les élevages de type plein air.	Interdit	
Épandage des fientes et lisiers d'origine avicole.	Interdit	
Points d'eau superficielle ou souterraine existants et insalubres.	Devront être supprimés	
Drainage et irrigation des terres agricoles.	Interdits	
Ruisseaux et fossés.	Devront être régulièrement entretenus et l'apport d'eaux usées de quelque nature que ce soit y sera interdit.	
Création de nouveaux points d'eau d'origine souterraine.	Interdite (à l'exception du Service d'eau)	

Activités	Zone sensible	Zone complémentaire
Points d'abreuvement et affouagement <u>temporaire</u> des animaux.	Interdits à moins de 50 m. du périmètre immédiat.	Autorisés
Fertilisation des cultures.	Interdite	Ne doit pas entraîner d'excédents de fertilisation d'origine minérale ou organique non consommés par la végétation.
Epandage des déjections animales liquides et des effluents équivalents (boues station d'épuration).	Interdit	Autorisé du 1er mars à août inclus.
Epandage des fumiers de bovins.	Interdit	Autorisé du 1er mars au 30 septembre.
Sols nus.	Interdits pendant la période hivernale	
Utilisation de produits phytosanitaires.	Interdite pour l'entretien des chemins, chaussées, bas-côtés, fossés et à proximité du cours d'eau	
Aménagement entraînant la modification de l'état des lieux, notamment la création de voies de communication et des conditions d'écoulement des eaux superficielles ou souterraines.	Interdit	Devra être déclaré préalablement à son exécution à M. le Président du Syndicat, à la D.D.A.S.S. et sera soumis, s'il présente un risque de pollution, à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène.
Bâtiments et habitations existants.	Seront mis en conformité : a) Pour les maisons individuelles non raccordables à un réseau collectif d'eaux usées, elles feront l'objet d'un assainissement individuel conforme à la réglementation ; les puisards existants de même que les rejets ou fossés seront impérativement supprimés. b) Pour les maisons individuelles raccordables à un réseau collectif, le branchement devra être obligatoire et immédiat. c) Pour les sièges d'exploitation agricole, ils ne doivent induire ni rejets, ni infiltrations d'eaux souillées. Ces bâtiments feront l'objet d'aménagements permettant de suivre cette prescription.	
Activités et installations susceptibles de modifier sensiblement les écoulements d'eau superficielle et souterraine ainsi que leur qualité.	Interdites	Devront être signalées au préalable à M. le Président du Syndicat des Eaux, à la D.D.A.S.S., à la D.D.A.F.

ARTICLE 11 -

La zone sensible sera, pour les parcelles en prairies permanentes, maintenue en l'état. Les parcelles cultivées seront mises en prairie permanente. La pâture des parcelles est autorisée d'avril à octobre inclus (6 mois). L'apport d'amendement calco-magnésien est autorisé.

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection immédiate, rapprochée, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de trois ans à compter de sa publication.

ARTICLE 12 -

Le Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par la voie d'expropriation en application du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique susvisé, les terrains nécessaires à la constitution du périmètre immédiat.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans, à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 13 -

Le Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR, conformément au protocole d'accord devra engager dans l'année qui suit la notification du présent arrêté, une action de conseil agricole auprès des exploitants agricoles concernés par les périmètres de protection.

ARTICLE 14 -

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9, 10 et 11 du présent arrêté, sera passible de peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, pris pour l'application de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 15 -

Les propriétaires des bâtiments et terrains concernés par les périmètres de protection ont l'obligation de notifier aux locataires et exploitants de ceux-ci les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 16 -

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR :

- d'une part, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, à chacun des propriétaires concernés par l'établissement des servitudes dans les périmètres de protection et figurant à l'état parcellaire annexé,
- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques de LANNION.

ARTICLE 17 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
M. le Sous-Préfet de LANNION,
M. le Président du Syndicat d'alimentation en eau potable du TREGOR,
MM. les Maires de PLOUGUIEL, PLOUGRESCANT et PENVENAN

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture des Côtes d'Armor,
- affiché au siège du Syndicat du TREGOR et en mairies de PLOUGUIEL, PLOUGRESCANT et PENVENAN

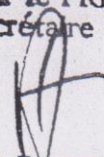
et dont copie sera adressée à :

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture.

Fait à Saint-Brieuc, le 27 MAI 1997

Le Préfet,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,



Jean-François PAGES

PREFET DES COTES-D'ARMOR

Direction départementale
des territoires et de la mer

Délégation à la mer et au littoral

Service aménagement mer et
littoral

MAIRIE DE PLOUGRESCANT	
22320	
Arrivé le :	29 JAN. 2018
Original transmis à :	
Copie transmise :	
à	le
.....
.....
.....

Arrêté portant approbation des modifications et des suspensions de la servitude de passage des piétons le long du littoral de la commune de PLOUGRESCANT sur les secteurs de « Pors-Hir, Castel, site du Gouffre, Ile Garrec Du, Crec'h Mélo et Pors-Saff »

Le Préfet des Côtes-d'Armor

- VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-31 à L.121-34 et R.121-12 à R.121-23 ;
- VU les pièces du dossier, notamment la notice explicative motivant les modifications du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral, ainsi que les suspensions de cette servitude sur la commune de PLOUGRESCANT sur les secteurs de « Pors-Hir, Castel, site du Gouffre, Ile Garrec Du, Crec'h Mélo et Pors-Saff », et l'évaluation des incidences réalisée au titre de Natura 2000 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 6 juin 2017 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 28 juin au 13 juillet 2017 sur les modifications du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral et les suspensions de cette servitude sur la commune de PLOUGRESCANT sur les secteurs de « Pors-Hir, Castel, site du Gouffre, Ile Garrec Du, Crec'h Mélo et Pors-Saff »
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 7 août 2017 ;
- VU la délibération du 15 septembre 2017 du conseil municipal de PLOUGRESCANT ;
- VU l'autorisation ministérielle au titre des articles L.341-10 et L.414-4 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le tracé ou les caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral peuvent être modifiés en application de l'article L.121-32 du code de l'urbanisme ;
Qu'ainsi, il y a lieu de modifier le tracé et les caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral de la commune de PLOUGRESCANT sur les secteurs de « Pors-Hir, Castel, Crec'h Mélo et Pors-Saff » comme le prévoit la notice explicative annexée au présent arrêté, aux fins d'assurer la continuité du cheminement des piétons ;

CONSIDERANT que la servitude de passage des piétons peut être suspendue, à titre exceptionnel, en application de l'article L.121-33 du code de l'urbanisme et notamment dans les cas énumérés à l'article R.121-13 de ce même code. Qu'ainsi il y a lieu de suspendre la servitude de passage des piétons le long du littoral partiellement sur les parcelles appartenant au conservatoire du littoral (site du Gouffre) ainsi que sur les parcelles n° 2024, 2025, 195 et 2027 (Ile Garrec Du) ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} :

Sont approuvées les modifications du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral et les suspensions de la servitude de passage sur la commune de PLOUGRESCANT sur les secteurs de « Pors-Hir, Castel, site du Gouffre, Ile Garrec Du, Crec'h Mélo et Pors-Saff », telles qu'elles figurent au dossier annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le dossier est tenu à la disposition du public à la mairie de PLOUGRESCANT, à la Direction départementale des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor ainsi qu'à la préfecture des Côtes-d'Armor.

Cette information sera portée à la connaissance du public par voie d'affichage en mairie et par voie de presse.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie de PLOUGRESCANT pendant une durée d'un mois, au lieu habituellement réservé à cet effet.

Par ailleurs, mention de l'arrêté sera faite dans les journaux « Le Télégramme » et « Ouest-France ».

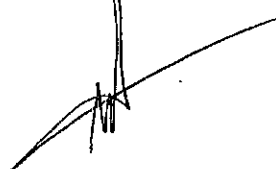
ARTICLE 4 :

Madame le Maire de PLOUGRESCANT veillera à annexer au Plan Local d'Urbanisme (PLU) au plus tôt la servitude instituée par le présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article L.153-60 du code de l'urbanisme et dans les conditions fixées à l'article R.153-18 du même code.

ARTICLE 5 :

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor et le maire de la commune de PLOUGRESCANT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor.

Fait à Saint-Brieuc, le 18 JAN. 2018
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Béatrice OBARA

11
PRÉFECTURE
des
CÔTES-DU-NORD

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT

3, Place du Général-de-Gaulle
- B.P. 61 - 22023 SAINT-BRIEUC -

Prière de rappeler le Service dans
la réponse et ne traiter qu'une seule
affaire dans chaque lettre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

A R R E T E

portant approbation de la modification et de
la suspension de la servitude de passage des
piétons sur le littoral de la commune de PLOUGRESCANT

Le PREFET,
Commissaire de la République
du Département des Côtes-du-Nord
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 160-6
à 160-8 et R 160-8 à R 160-33 ;
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et
notamment ses articles L 11-2 à L 11-7 et R 11-4 à R 11-13
sous réserve des dispositions particulières édictées aux
articles R 160-18 et R 160-19 du Code de l'Urbanisme ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 6 novembre 1981 prescrivant
l'ouverture d'une enquête publique sur la modification ou
la suspension de la servitude de passage des piétons sur
littoral de la commune de PLOUGRESCANT ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été
procédé du 23 novembre 1981 au 11 décembre 1981 et les concl
sions du Commissaire-Enquêteur ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Sites, Perspectives
et paysages en date du 29 mars 1982 ;
- VU l'autorisation de M. le Ministre de l'Environnement en date
du 28 mai 1982 ;
- VU la délibération du conseil municipal de PLOUGRESCANT en
date du 9 janvier 1982 ;
- VU les pièces du dossier transmis par M. le Directeur Dépar
temental de l'Équipement motivant le bien-fondé des modi
fication et suspension de la servitude de droit ;

Jacques DUMORTIER
Commissaire enquêteur

CONSIDERANT que la servitude de passage des piétons ne peut être maintenue dans son assiette légale, en raison notamment de la géomorphologie du littoral de la commune de PLOUGRESCANT où la présence de falaises limoneuses ou rocheuses, de zones de marais, d'obstacles physiques tels que talus de protection, haies arbustives, ne permettent pas le libre passage de piétons en toute sécurité et qu'il y a lieu dans ce cas de modifier le tracé de droit de la servitude ;

CONSIDERANT que la continuité du cheminement peut par endroits se faire à l'arrière d'ouvrages de protection et qu'il y a lieu dans ce cas de suspendre la servitude ;

QU'AINSI il y a lieu de modifier la servitude de passage sur le littoral de la commune de PLOUGRESCANT comme le prévoient les plans parcellaires au 1/5 000e annexés au présent arrêté aux fins d'assurer la sécurité des piétons compte tenu de la configuration du littoral et des voies et sentiers préexistants ;

CONSIDERANT que la servitude peut être suspendue, à titre exceptionnel, dans les cas énumérés aux articles L 160-6 b, R 160-14 et R 160-15 du Code de l'Urbanisme ;

QU'AINSI il y a lieu de suspendre la servitude de passage sur le littoral de PLOUGRESCANT dans les conditions portées aux plans joints au présent arrêté ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Sont approuvées la modification et la suspension du tracé de la servitude de passage des piétons sur le littoral de la commune de PLOUGRESCANT telles qu'elles figurent sur les plans parcellaires au 1/5 000e annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté et les plans y annexés seront mis à la disposition du public :

- A la mairie de PLOUGRESCANT, aux jours et heures habituels d'ouverture, ce qui sera signalé par affichage ;
- A la Direction Départementale de l'Equipement des Côtes-du-Nord - 3, Place du Général de Gaulle à SAINT-BRIEUC, tous les jours ouvrables de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h ;
- A la Préfecture des Côtes-du-Nord, Hôtel du Département Place de Gaulle - SAINT-BRIEUC, tous les jours ouvrables de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h.

.../...

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera soumis aux mesures de publicité prévues en matière de publicité foncière par l'article 36 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 en application de l'article R 160-22 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord,
M. le Sous-Préfet, Commissaire -adjoint de
la République de l'arrondissement de LANNION,
M. le Maire de PLOUGRESCANT,
M. le Directeur Départemental de l'Equipement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du
présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administra-
tifs du Département, qui fera l'objet d'une mention en caractères
apparents dans l'Ouest-France et le Télégramme et qui sera
adressé à :

- M. le Ministre de l'Urbanisme et du Logement,
(Direction de l'Urbanisme et des Paysages)
- M. le Ministre de la Mer (Direction des Ports et
de la Navigation Maritime),
- M. le Directeur des Services Fiscaux.

Fait à SAINT-BRIEUC, le 01 OCT. 1962

Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE,

(Signature)

(Signature)
MAIRIE

ANNEXE 1



JORF n°0282 du 4 décembre 2016
texte n° 7

Décret du 2 décembre 2016 portant classement parmi les sites du département des Côtes-d'Armor de l'ensemble formé par les estuaires du Trieux et du Jaudy

NOR: DEVL1608177D

ELI: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decree/2016/12/2/DEV1608177D/jo/texte>

Par décret en date du 2 décembre 2016, est classé parmi les sites du département des Côtes-d'Armor, sur le territoire des communes de Kerbors, Lanmodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvenan, Pleubian, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguiel, Plourivo, Pommerit-Jaudy, Pouldouran, Quemper-Guezennec, la Roche-Derrien, Trédarzec, Tréguier et Troguery (1), l'ensemble formé par les estuaires du Trieux et du Jaudy.

(1) Le présent décret, la carte au 1/25 000 et les plans annexés pourront être consultés à la préfecture des Côtes-d'Armor : 1, place du Général-de-Gaulle, 22000 Saint-Brieuc ; ainsi que, chacune pour ce qui la concerne, aux mairies de Kerbors : 2, place de la Mairie, 22610 ; Lanmodez : 8, rue de la Mairie, 22610 ; Lézardrieux : 23, place du Centre, 22740 ; Minihy-Tréguier : 15, rue du Bourg, 22220 ; Paimpol : 10, rue Pierre-Feutren, 22502 ; Penvenan : 10, place de l'Eglise, 22710 ; Pleubian : 2, rue des Anciens-Combattants, 22610 ; Pleudaniel : 1, place de la Mairie, 22740 ; Ploëzal : 3, rue de l'Argoat, 22260 ; Ploubazlanec : 3, rue Frédéric-et-Irène-Joliot-Curie, 22620 ; Plougrescant : Le Bourg, 22820 ; Plouguiel : rue de Tréguier, 22220 ; Plourivo : 1, place du Bourg, 22860 ; Pommerit-Jaudy : 1, rue de la Mairie, 22450 ; Pouldouran : Le Bourg, 22450 ; Quemper-Guezennec : 4, place de la Mairie, 22260 ; La Roche-Derrien : place du Pouliet, 22450 ; Trédarzec : Le Bourg, 22220 ; Tréguier : 20, rue des Perderies, 22220 ; Troguery : 1, rue de Saint-Ildut, 22450.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT
ET DES TRANSPORTS, CHARGÉ DE LA MER

DÉCRET DU 11 AVRIL 1985

fixant le champ de vue et la visibilité du mur-amer de Plougrescant, établissement n° 2751 de l'état de la signalisation maritime (JO du 23 avril 1985, p. 4695).

n.i.BOMA

85-04-11/1

Par décret en date du 11 avril 1985, sont délimités ainsi qu'il suit et tels qu'ils sont figurés sur le plan joint audit décret (1) les champs de vue et les visibilitées :

- du mur-amer de Plougrescant (n° 2751 de l'état de la signalisation maritime), département des Côtes-du-Nord, commune de Plougrescant;
- champ de vue de l'azimut 236° à l'azimut 248°;
- visibilité d'un demi-mille marin compté à partir de la tourelle Men Noblance à huit milles marins comptés à partir de l'établissement lui-même.

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, résultant du paragraphe ci-dessus, devront, en application des articles R. 126-1 et 126-2 du Code de l'urbanisme, figurer en annexe du plan d'occupation des sols de la commune de Plougrescant.

(1) Le plan peut être consulté à la direction départementale de l'Équipement des Côtes-du-Nord, 3, place du Général-de-Gaulle, B.P. 61, 22023 Saint-Brieuc.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

Arrêté du 26 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

NOR : EQUA9000474A

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-38-13 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;

b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Art. 2. - Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;

b) 130 mètres, dans les agglomérations ;

c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :

- les zones d'évolution liées aux aérodromes ;

- les zones montagneuses ;

- les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 3. - L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées est abrogé.

Art. 4. - Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des dispositions applicables à chaque territoire en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Art. 5. - Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1990.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet civil et militaire,

D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

C. VIGOUROUX

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer,*

G. BELORGEY

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

D. CADOUX

Arrêté du 15 novembre 1990 autorisant Aéroports de Paris à prendre une participation dans le capital d'une société

NOR : EQUA9000973A

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer et du ministre délégué au budget en date du 15 novembre 1990, Aéroports de Paris est autorisé à prendre une participation au capital de la société A.D.P. Management. La participation d'Aéroports de Paris est fixée à 680 000 F correspondant à 34 p. 100 du capital de la société A.D.P. Management.

Circulaire du 25 juillet 1990 relative à l'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'installations situées à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement

NOR : EQUA9000476C

Paris, le 25 juillet 1990.

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, à MM. les préfets de région, les délégués du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, les préfets (directions départementales de l'équipement), les directeurs régionaux de l'équipement, les directeurs régionaux et chefs de service d'Etat de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les directeurs des aéroports principaux, les directeurs et chefs de service des travaux maritimes, le chef du service des bases aériennes, le chef du service technique des bases aériennes, les chefs des services spéciaux des bases aériennes, les directeurs des ports autonomes et services maritimes chargés des bases aériennes, le chef du service technique de la navigation aérienne, les chefs d'état-major des armées de terre, air, mer, le commandant de l'ALAT, le chef du service central de l'aéronautique navale, le directeur de la circulation